



Thinking Africa

NOTE DE RECHERCHE

LE PROCESSUS DE PAIX EN CASAMANCE : ENTRE PRÉSENTS ÉQUIVOQUES ET FUTURS POSSIBLES

Mouhamadou Al Mokhtar Niang

.....

Mouhamadou Al Mokhtar Niang est titulaire d'un Bachelot en Ingénierie Financière à l'institut Africain de Management du Sénégal et termine un Master II en Science politique option géostratégie à l'Institut Supérieur de Management au Sénégal. Project Officer au Centre pour le Dialogue humanitaire basée à Genève, il a travaillé pendant cinq dans la gestion et la résolution du conflit en Casamance en tant que facilitateur désigné auprès des acteurs. Actuel représentant de Thinking Africa au Sénégal, il s'intéresse aux questions de prospectives, médiations et d'analyse des enjeux de paix et sécurité en Afrique.

RÉSUMÉ

Le conflit en Casamance est l'un des plus vieux du continent, il tire en longueur et verse dans un éternel recommencement, une bifurcation prospective est plus que jamais nécessaire afin d'entrevoir son futur sous différents synopsis. Du point de vue des négociations deux approches s'entrechoquent/ s'opposent actuellement; la première pose la réunification du MFDC comme condition sine qua non à de sérieuses négociations pour une sortie définitive du conflit. Là ou d'autres voient la quadrature du cercle et militent pour des négociations séparées avec chaque faction pour aboutir à un accord global et inclusif. Cette note tente de décrypter les comportements actuels et positions des acteurs directs afin de mettre en exergue les divergences internes qui subsistent. À l'aune des outils de la prospective, cette analyse propose des pistes de réflexions, mais surtout des scénarios futuristes pour les dix à quinze prochaines années.

CONTEXTE

Au moment où l'Afrique s'embourbe dans des enjeux géopolitiques et géostratégiques majeurs, force est de constater que le conflit en Casamance vieux de 37 ans, tarde à connaître une issue heureuse. Fait marquant, quatre ans déjà que les Sénégalais étaient appelés à se prononcer par référendum, le 20 mars 2016, pour ou contre le projet de révision constitutionnelle proposé par le président Macky Sall. Alors que nombre d'observateurs/de la population/de Sénégalais s'agitent autour des principaux changements introduits par ce nouveau texte, aucun débat ne fait allusion à la situation en Casamance. Personne dans la classe politique ni dans les médias ni au sein même de la société civile casamançaise n'a eu à évoquer ce sujet. C'est dire à quel point ce sujet paraît circonscrit. Le temps a réussi en presque quatre décennies à vider la question de ses hommes mais aussi un peu de sa substance. Plusieurs accords ont été signés entre l'État du Sénégal et le MFDC, plusieurs rencontres inter-MFDC, aucun n'a eu l'effet escompté. Le processus de paix actuel si tant est qu'il existe souffre d'un manque de clarté pour certains, d'incohérence et de temporalité pour d'autres. Ce qui fait que le conflit tarde à connaître une issue heureuse. Pourquoi cet état de fait? D'aucuns ont convoqué le manque de volonté ou de stratégie au niveau des politiques, et la dislocation du MFDC en plusieurs factions ce qui rend les choses encore difficiles. De toute évidence l'État de Sénégal a engagé depuis 2012 des négociations avec une seule des quatre factions du MFDC et jusque-là aucune annonce spectaculaire n'en est sortie. Voici le contexte dans lequel cette note s'inscrit.

IDÉES MAJEURES

Le conflit en Casamance dure et les processus de négociation passe et se ressemblent tous. Parmi les principaux facteurs bloquants il y a la culture du positionnalisme entre les deux belligérants, l'un est pour une indépendance, l'autre pour la sauvegarde d'une intégrité territoriale. Ces deux postures minent le conflit depuis fort longtemps.

L'approche pragmatique de l'état qui consiste à négocier avec une faction en attendant que les autres soient prêtes est loin de faire l'unanimité. Beaucoup craignent que cette énième négociation débouche sur des accords non applicables puisque non inclusifs. Ces derniers voudraient comme condition sine qua non à ses négociations une réunification du MFDC.

L'historique du conflit nous renseigne sur le fait que tous les processus allant dans le sens d'une unification du MFDC comme objectif de départ ont tous échoué.

L'exercice du jeu des influences qui consiste à déterminer la locomotive ou le leader caché d'un groupe donné (acteur en conflit au conflit de niveau II) nous renseigne que bien qu'une approche pragmatique serait la plus judicieuse dans ce cas de figure, il n'empêche qu'il ne reste pas moins pertinent de considérer la volonté des rebelles combattants afin d'entrevoir un dialogue fructueux et partagé par tous.

À défaut de cela nous assisterons à la lumière des méthodes de la prospective appliquée aux données collectées à la réalisation de quatre scénarios :

Un premier scénario qui met en exergue le basculement du rapport de force en faveur de l'État et au détriment du mouvement des forces démocratique en Casamance et envisage une sortie de crise basée sur la transformation du conflit d'un stade politique à un stade purement sécuritaire.

Un deuxième qui fera l'objet d'une tentative d'inversion des tendances observées dans le premier, c'est-à-dire un retour des années sombre du conflit comme un éternel recommencement.

Un troisième scénario qui ressemble à quelques détails près au premier à la seule différence, qu'il n'envisage aucun accord de paix, mais table uniquement sur un essoufflement du mouvement allant jusqu'à la reddition des troupes combattantes du MFDC.

Et enfin un quatrième qui expose les principaux risques ou faiblesses de la stratégie du pourrissement et de ses conséquences possibles sur le terrain.

PROBLÉMATIQUE

Existe-t-il des blocages ou divergences de vue dans le processus de paix actuel en Casamance ?

Le MFDC part de l'indépendance, les représentants de l'État du Sénégal se disent prêts à tout négocier sauf l'indépendance. Ces deux postures minent-elles le processus ?

La stratégie de dialogue actuelle de l'État du Sénégal fait-elle l'unanimité ?

Quand est-il du comportement des acteurs du conflit, de leurs positions actuelles face à la situation ?

Et il est possible de dégager aux regards de la prospective des scénarios susceptibles de nous renseigner sur les enjeux futurs du conflit en Casamance ?

MOTS-CLÉS

Négociation – Facilitation – Prospective – Processus de paix – Casamance – Prospective – Sénégal

INTRODUCTION

Au moment où le monde s'enlise dans des enjeux géostratégiques majeurs, force est de constater que le conflit casamançais vieux, de 37 ans, tarde à connaître une issue heureuse.

Le conflit qui a démarré le 26 décembre 1982, est qualifié dans sa phase actuelle, de « conflit de basse intensité ». Il évolue en dents de scie avec des pics de violences cycliques et oppose le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) et les forces de défense et de sécurité de l'État du Sénégal. À ce jour les chiffres officiels évoquent de trois à cinq mille morts et de huit cents victimes de mines.

Dans la perspective d'une résolution définitive du conflit, des initiatives et mesures de confiance se sont multipliées de part et d'autre depuis l'accession au pouvoir du président du Sénégal Macky Sall.

C'est dans cette dynamique que se situe l'ouverture de dialogue en 2012 entre d'une part l'État sénégalais et la faction de Salif Sadio sous l'égide de St Egidio, et d'autre part l'accalmie notée dans le sud depuis un certain temps avec l'intervention de facilitateurs sur le terrain.

Ni le MFDC, ni l'armée sénégalaise ne semblent en mesure de remporter une victoire nette. Du côté du premier, même si l'idée d'une indépendance de la Casamance en tant que but ultime a progressivement et au fil des ans trouvé écho auprès de la majorité des factions, il n'en demeure pas moins que les « pourquoi du comment » d'une sortie de crise restent flous à tous les niveaux. Sociologiquement le MFDC est une organisation devenue multicéphale après la mort de l'Abbé Diamacound, non pyramidale, divisée en plusieurs entités ou factions à tendance soit radicales soit modérées, incapable de parler d'une seule et même voix. Dans les rencontres le MFDC a souvent demandé l'indépendance comme position de départ, or les repré-

sentants de l'État du Sénégal se sont toujours dits prêts à négocier tout, sauf l'indépendance. En quoi ces deux postures minent-elles le processus de paix depuis le début du conflit ? Au-delà des postures, la stratégie de négociation actuelle de l'État du Sénégal n'est-elle pas elle aussi en cause ? Qu'en est-il du comportement des acteurs aux conflits notamment les facilitateurs, de leurs positions actuelles face à la situation ?

Depuis l'accord de cessez-le-feu de 1991, la Casamance vit dans une situation de ni guerre, ni paix, marquée tantôt par des pics de violence, tantôt par une accalmie. Cet état de fait cyclique ouvre-t-il des possibilités de lectures prospectives du conflit ? Est-il possible de dégager un scénario susceptible de nous renseigner sur les enjeux futurs ?

Un tel exercice apparaît plus que jamais indispensable dans un processus aussi complexe et ancien. Voilà ce que l'on se donne comme objectifs à travers cette note d'analyse.

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Les acteurs en Conflit, c'est-à-dire touchés directement par le conflit.

À ce jour il existe quatre factions au sein du MFDC :

Front Nord : fidèle à Sidy Badji, ce groupe dirigé par Fatoma, successeur de Lamarana Sambou contrôle le nord-ouest du département de Bignona et ne répond d'aucune aile politique. Ce groupe a longtemps été considéré comme traître au sein même du MFDC, pour avoir collaboré avec l'ennemi, d'après certains membres du Mfdc.

le Front Sud-Ouest : établi à cheval entre le sud du Sénégal et la Guinée-Bissau, dans l'extrême sud-ouest de la région, jadis fidèle à l'Abbé Diamacound et après son décès à Ousmane Tamba, depuis établi en suisse ; Cette faction est dirigée par César Atoute Badiate.

le Front Sud Est : situé entre le sud-est du Sénégal et la Guinée Bissau, fidèle à Nkrumah Sané basé en France, il est dirigé par Ibrahimia Compass Diatta. Il regroupe en son sein des représentants sur le plan local basés à Bignona (Sénégal).

les « radicaux » du Front Nord : installés au nord-est de Bignona et dirigés par Salif Sadio. C'est à ce jour la seule faction qui négocie avec l'État du Sénégal, représenté par le comité Adhoc, à travers une médiation menée par la communauté de Sant Egidio. Négociation qui se présente aux yeux des autres factions comme une trahison.

Du côté de l'État, depuis l'accession de Macky Sall à la Magistrature suprême, a été créé un comité Adhoc chargé des négociations et de toutes les questions liées au conflit en Casamance.

Les acteurs au conflit, impliqués mais pas directement de niveau II, Mandatés et/ou acceptés

Outre ces deux belligérants, nous notons la présence de facilitateurs mandatés par le maquis et/ou acceptés par l'État sénégalais.

Le Cardinal Adrien Sarr et l'Imam Fansou Bodian ont tous deux été mandatés depuis 2013 par César Atoute Badiate et acceptés par L'État du Sénégal en tant que facilitateur.

Le groupe dirigé par Le Ministre Robert Sagna (Groupe de Réflexion pour la paix en Casamance) et le Centre pour le dialogue Humanitaire basé à Genève interviennent également en tant que Facilitateurs auprès de trois factions, exceptée celle de Salif sadio.

Toujours dans le même ordre d'idée, il existe un seul médiateur à heure actuelle, il s'agit de la communauté de Sant Edigio, mandatée depuis 2012 par une partie du maquis, en l'occurrence la faction de Salif Sadio et acceptée par l'État du Sénégal.

Il est indéniable qu'il existe pléthore d'acteurs en dehors de ceux-là, on peut citer les pays voisins, les nombreuses associations de la société civile et même les personnes ressources au sein des populations. Néanmoins notre étude se limite à l'interaction propre aux seuls acteurs qui sont, soit mandatés, soit acceptés par les parties en conflits.

ANALYSE DES ACTEURS ET JEU DES INFLUENCES

À l'heure ou beaucoup de questions techniques liées au processus de paix en Casamance restent sans réponse et suscitent jusque-là une myriade de positions aussi divergentes que variées, un exercice axé sur la compréhension des interactions des acteurs afin de mettre en lumière les points d'accords ou de désaccords apparaît naturellement opportun.

Le conflit en Casamance reste un conflit atypique et complexe. Il existe à ce jour beaucoup d'intervenants tant officiels qu'officieux, directs comme indirects. Chacun avec sa lecture, sa compréhension et ses solutions. Mais qu'en est-il des acteurs directs ? À leur niveau, même s'il est indéniable et unanime auprès de tous qu'il faille négocier, afin d'entrevoir une paix définitive, des divergences existent tout de même à un certain niveau.

LES BLOCAGES ET DIVERGENCES INTERNES AUX ACTEURS

Le Positionalisme des acteurs en conflit (L'État du Sénégal, Le MFDC)

Nombreuses sont les négociations, qui se tiennent soit sur une longue durée, soit n'aboutissent tout simplement pas pour cause de positionnalisme. Cette notion consiste dans un processus de négociation, à

s'affronter sur des positions alors que la négociation classique voudrait que l'on négocie sur des intérêts ou sur les motivations mais pas sur des postures. Selon Roger Fisher 2001 (21-33) « *plus on expose clairement une position, plus on la défend contre les attaques, plus on s'y attache* ». L'histoire des négociations internationales nous édifie sur des acteurs étatiques, qui ont eu souvent recours à cette posture, et à chaque fois qu'il en était ainsi les négociations échouaient. Il s'agit notamment du cas opposant les États Unis et l'URSS durant les périodes de la guerre froide. L'exemple donné par Roger Fisher sur des négociations portant sur l'interdiction des expériences nucléaires du temps de Kennedy est très parlant. « *Les pourparlers achoppèrent sur une question délicate : combien d'inspections annuelles de leur territoire respectif l'URSS et les États-Unis devraient-ils autoriser aux équipes d'experts chargées d'enquêter sur les secousses sismiques suspectes ? L'URSS finit par être d'accord pour trois inspections annuelles. Les États Unis n'en exigeaient pas moins de dix par année et les pourparlers s'interrompirent-là. Chacun restant sur sa position* ». Ces pourparlers échouèrent sans que personne à aucun moment ne se soit préoccupé de mettre au point un protocole d'inspection permettant de concilier les intérêts des deux nations. N'est-ce pas le même phénomène qui est de mise dans le processus nous concernant ? En effet, la posture du Sénégal et du MFDC s'est illustrée au fil des années par un entrecroisement de deux positions antinomiques ; l'une des parties ne se disant prête à négocier que sur les conditions de l'indépendance et l'autre partie se disant prête à tout négocier sauf l'indépendance. Totalement inefficace, les postures des deux parties campent sur des positions extrémistes dans l'idée d'augmenter leurs chances d'aboutir à des accords qui leur soient favorables. Ce climat ne laisse aucune place au dialogue mais plutôt à l'affrontement des volontés et à la détérioration des relations ne donnant aucune chance au compromis. L'État du Sénégal qui n'avait que vingt années d'existence au lendemain du déclenchement du conflit, n'a jamais osé envisager à aucun moment, un processus de dialogue portant sur une éventuelle remise en cause de sa souveraineté territoriale. Dans son livre Momar Coumba Diop¹ nous édifie sur cela. En effet, même si la stratégie d'Abdoulaye Wade, successeur d'Abdou Diouf, fut plutôt différente, il n'en demeure pas moins que la posture de l'État sur le sujet de l'intangibilité des frontières est restée inchangée. Réaffirmant ainsi que tout est négociable sauf l'unité nationale et l'intégrité du territoire.

1. Le Sénégal sous Wade, par Momar Coumba Diop, édition karthala, à la page 218

Idem avec l'actuel président du Sénégal, Macky Sall, qui à l'issue d'un conseil des ministres décentralisé à Ziguinchor, région sud de Sénégal, déclare accepter la main tendue de Salif Sadio. Néanmoins, il ajoutera que les négociations doivent se faire dans le maintien de l'intégrité territoriale². Beaucoup d'observateurs soulignent le fait que cela reste une stratégie d'étouffement ou d'asphyxie de la part de l'État du Sénégal, qui vise justement à ne pas envisager une issue du conflit découlant de négociations³. Du côté du MFDC, les mêmes réflexes sont employés depuis le début du conflit.

Ce point de blocage, vieux comme le conflit, a pour conséquence directe le passage de la crise en Casamance d'un conflit politique à un conflit gouverné par la violence⁴. Que faire dans ce cas de figure? D'après certains, l'alternative ou la solution serait d'engager des processus de négociations qui traiteront les motivations ou les intérêts et non les positions.

Le cadre dans les négociations, pomme de discorde entre L'État du Sénégal et les facilitateurs

Dans une négociation et selon William Zartman⁵, un processus passe nécessairement par trois séquences (Diagnostic, formule, détails):

Celle du diagnostic qui se manifeste par l'identification du problème à négocier,

Une formule qui fait référence au cadre adéquat au sein duquel s'inscrivent leur arrangement

et enfin des détails c'est-à-dire les modalités dans lesquelles s'engagent les discussions.

S'agissant du diagnostic actuel tout le monde s'accorde sur bon nombres de points, notamment que le conflit tire en longueur, les populations ont un ras-le-bol général, la situation n'arrange pas grand monde et il est temps d'en finir. La grande question sur laquelle tout le monde bloque reste le comment? Comment aller à la paix et avec qui? Quels interlocuteurs? Voici ce sur quoi, MFDC, État du Sénégal et facilitateurs butent depuis un bon bout de temps et n'hésitent pas à afficher leur désaccord.

En 2012 déjà le président Macky Sall, en fin connaisseur du dossier, tend publiquement la main au MFDC

et entame des négociations avec Salif Sadio, l'un des chefs radicaux du maquis sous l'égide de Sant Egidio <<Relativement au processus de paix en Casamance, je réitère mon engagement à la recherche d'une paix définitive dans cette région. Nous tendons la main à toute personne ayant des propositions fiables. Je tends aussi la main aux combattants du MFDC, notamment ceux du front nord de Salif Sadio. >>⁶ Pouvait-il en être autrement? Quand une des quatre factions la plus radicale, la plus organisée, déclare un cessez-le-feu unilatéral et accepte d'aller à la table de négociation à travers une médiation?

Cette approche très pragmatique de l'État du Sénégal, n'est pas vue d'un bon œil puisqu'aux yeux de certain, elle vise plus à diviser le MFDC, qu'à mener à un règlement définitif du conflit. Six années plus tard, lors d'une intervention dans les médias et alors même que le Sénégal négocie toujours avec la faction de Salif Sadio, l'un des facilitateurs, en l'occurrence M. Robert Sagna déclare «*Nous avons l'accalmie et l'accord des combattants du Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) pour engager le dialogue. Ce dialogue que le Chef de l'État Macky Sall a annoncé dès son arrivée au pouvoir*». Mais, a-t-il précisé: «*il est essentiel que le MFDC se mette ensemble et s'entende pour parler d'une seule voix*»⁷. Visiblement Monsieur Sagna pose la réunification inter-MFDC comme condition préalable à des négociations abouties et sérieuses. Cette déclaration reste un signal fort de désaccord sur l'approche qui consiste à négocier avec les factions du MFDC séparées. Même son de cloche noté dans la société civile. Dans un entretien publié sur le site de Oustaf du 18/01/2018, Bruno Sonko chercheur et spécialiste de la question renchérit «*J'ai toujours milité pour une unification d'abord du MFDC. Mais actuellement, l'État a une démarche différente. Autrement dit, il négocie de manière séparée avec Salif Sadio (chef d'une frange du MFDC, localisé près de la Gambie). J'estime que l'État mise sur le résultat final. Alors est-ce que cette stratégie est opportune? Difficile d'en juger pour l'instant. Mais l'unification du MFDC est un préalable afin que l'État puisse parler à un interlocuteur unique.*»⁸ Que signifie tout cela? Les uns seraient pour un gel

2. <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20120628-senegal-macky-sall-accepte-main-tendue-salif-sadio>, consulté le 2 février 2020.

3. Le conflit en Casamance : ce que disent les armes, Jean Claude Marut, Karthala, 2010

4. (Le conflit en casamance : ce que disent les armes)., Jean Claude Marut, Karthala, 2010.

5. William Zartman, «*Negotiation as a Joint Decision-Making Process*», in W. Zartman, *The Negotiation : Process, Theories and Applications*, Sage Publications, Beverly Hills, 1977.

6. https://www.pressafrik.com/face2face/Paix-en-Casamance-Macky-Sall-tend-la-main-au-MFDC_a21.html consulté le 17/01/2020

7. https://www.pressafrik.com/Drame-de-Bofa-Bayote-%E2%80%8BRobert-Sagna-magnifie-le-professionnalisme-des-forces-de-defense-et-de-securite_a178370.html consulté le 12/01/2020

8. <https://ouestaf.com/crise-casamancaise-mediations-tous-azimuts-et-accords-de-paix-jamais-respectes> consulté le 12/01/2020

total des négociations déjà entamées afin de réunir, une énième fois, toutes les factions du MFDC. Les autres quant à eux militent pour deux canaux de négociation, soit simultané, soit successif afin d'aboutir à la formule : négociation séparée, puis accord global. Ceci nous amène à nous poser la question de savoir, en quoi la primauté de la réunification du MFDC serait un gage de réussite dans le règlement définitif du conflit ? Que nous dit l'histoire du conflit par rapport à cette question ? Il faut souligner le fait que nombreux sont ceux qui pensent aussi que la question de l'unification du MFDC est clairement la quadrature du cercle qui plomberait à jamais le processus, connaissant les velléités et divergences profondes qui subsistent au sein du MFDC depuis le début du conflit.

Négocier ou attendre que le MFDC se réunisse et parle d'une seule et même voix ? Voici un deuxième point d'achoppement qui subsiste entre les acteurs directs.

Un cercle d'apprentissage inexistant ou l'éternel recommencement

L'heuristique du conflit nous édifie sur le fait que l'idée d'une réunification du MFDC, encadrée ou non par l'État, ne date pas d'hier. Les rencontres ou assises de (Banjul I et II) 1999 et 2001 sous les offices ou la garantie de la Gambie, de la Guinée Bissau, de représentants mandatés du Sénégal et de la France étaient exclusivement dédiées à cela. Ces assises étaient tenues dans le seul but de réunifier le MFDC afin de parler d'une seule et même voix. Toutes ont échouées pour cause de divergences internes, de ruptures, de trahisons, de crimes et accusations mutuelles, de luttes de pouvoir entre radicaux et modérés, entre aile politique et aile combattante.

*En juin 2001, lors d'une nouvelle réunion de l'aile politique à Banjul. Pour sortir du blocage... : l'abbé Diamacoune quitte le poste de secrétaire général pour celui de président ; il est remplacé par Jean-Marie Biagui, un modéré basé en France ; Badji et ses hommes ont à nouveau occupé des fonctions importantes. Mais la lutte s'est poursuivie : le statut de la présidence (d'honneur ?) de l'abbé a été discuté ; celui-ci s'est allié avec Biagui, qui a démissionné pour protester contre le blocage exercé par le camp de Sidy Badji. L'Abbé l'a alors confirmé dans son poste, tandis que Sidy Badji s'est autoproclamé secrétaire général du MFDC en novembre 2001.*⁹

Situation similaire en 2005, lors de négociation officielle à Foudiougne des pourparlers ont encore

été mené en parallèle entre les factions du MFDC dans le seul but de les aider à s'unir « *Foundiougne va permettre au MFDC d'approfondir son travail de systématisation et de formulation des revendications de toutes les composantes de la Casamance. Parallèlement à ce travail, le MFDC va poursuivre son action visant à fédérer toutes ses sensibilités.* » Arguait M. Badji un des responsables du MFDC¹⁰. Quelque mois plus tard, ladite rencontre n'eut pas lieu du fait d'« *une aile dite dure du MFDC en l'occurrence « le front sud » qui allait demander le report des Assises de Foundiougne II à une date ultérieure pour se donner le temps de se préparer.* »¹¹

Du côté des combattants, bien qu'il y ait eu des tentatives de réconciliation dans le passé, la dernière en date reste celle de 2015. Nourris par les échecs du passé, les combattants des trois Factions Sud celle de Diakaye (dirigée par Assambane), de Sikoune (dirigée par Compass) et de Akintahia dirigée par César ont exprimé leur souhait de cesser tout contact avec le monde extérieur (médiateurs et facilitateurs) afin de se concentrer sur une réunification inter- MFDC sans condition avec leurs propres moyens. Ces retrouvailles avaient pour but d'instaurer un commandement unique et vertical au sein des combattants. Trois ans de discussions ont débouché sur un échec cuisant.

Nous voyons clairement qu'au même titre que l'aile politique, l'unification des combattants reste aussi un problème insoluble ayant pour cause des dissensions profondes et des guerres de leadership entre chefs. Aucun n'acceptera de se faire diriger d'autant qu'ils se sont eux-mêmes fait la guerre.

Prenons l'exemple rapporté par M. Mané, journaliste sénégalais, concernant les deux principaux chefs ennemis Salif Sadio et César Atoute Badiate. Il déclare à ce propos que « *Depuis avril 2006, les rapports entre Salif Sadio et César Atoute Badiate frisent l'animosité. Avec le soutien de l'armée Bissau-Guinéenne, César et ses hommes lancent une vaste opération contre le quartier général du maquis. Mais, avant la chute de Baraka Manjoka, Salif Sadio et ses troupes plient bagages et rejoignent le front nord. Depuis lors, les deux hommes sont devenus les meilleurs ennemis du monde. Salif pardonnera-t-il un jour cet affront de la part d'un des sujets qui a tout fait pour avoir sa peau ? Rien n'est moins sûr. Les retrouvailles entre le chef d'état-major général du maquis et celui qui se considère aujourd'hui comme le commandant en chef*

10. [http://archives.aps.sn/article/5695?lightbox\[width\]=75p&lightbox\[height\]=90p](http://archives.aps.sn/article/5695?lightbox[width]=75p&lightbox[height]=90p), consulté le 18/01/2020

11. <https://ouestaf.com/crise-casamancaise-mediations-tous-azimuts-et-accords-de-paix-jamais-respectes/>, consulté le 18/01/2020

9. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2003-3-page-101.htm> consulté le 15/01/2020

du maquis entrent depuis lors dans le cadre de la fiction... militaire» rapporte M. Mane journaliste.¹²

Il poursuit «toute tentative d'unification de l'aile militaire du mouvement irrédentiste risque de se heurter à la boulimie de pouvoir de Salif Sadio.»

Nous venons de démontrer que toutes les tentatives d'unifications tant du côté de l'aile politique que de l'aile combattante se sont soldées, soit par des redistributions des cartes, soit par des divisions encore plus profondes. Plus les années passent plus nous assistons à un effet multiplicateur de groupe déjà existant.

Quelle approche pour un consensus ?

Deux formules s'opposent au sein des acteurs en conflit dans le processus de paix en Casamance. Les uns seraient pour une option déjà testée : une réunification du MFDC préalable à toute négociation, les autres poussent pour des négociations séparées, soit simultanées, soit successives afin de parvenir à un accord global et inclusif.

Une étude axée sur la question du jeu des influences ou «tablier des pouvoirs», nous a permis de classer les acteurs directs (État, MFDC, facilitateurs) par rapport à l'influence exercée et l'influence reçue. Cet outil vient en complément à l'analyse faite ci-dessus et permet de déterminer l'option à considérer en fonction des résultats qui mettent en lumière, l'acteur qui revêt la fonction de locomotive du groupe.

L'exercice consiste à donner une note d'appréciation sur la motricité (capacité à assurer le mouvement, à tirer soit vers le haut ou soit vers le bas) et par conséquent la dépendance (relation de subordination de solidarité ou de causalité) de tout un chacun dans le groupe des acteurs. Le jeu consiste alors à examiner si l'acteur A entraîne les variables ou les acteurs B, C, D, E... et quelle est l'intensité de cette relation. Autrement dit, cela nous permet de déterminer son degré d'influence ou de dépendance par rapport aux autres. La réponse à cette question nous aide à considérer les positions des uns et des autres afin de dégager une solution basée sur les résultats obtenus.

Les résultats obtenus nous ont démontré que l'acteur qui présente le plus fort taux ou indice de motricité s'avère être le MFDC. Cela peut se comprendre dans la mesure où nous sommes dans un conflit de basse intensité, donc de menace non permanente. Des agissements du MFDC dans le bon sens (négociation) ou dans le mauvais sens (reprise des hostilités) influencent tous les autres acteurs même l'État. Tous

les acteurs directs dépendent de leur capacité à tirer les autres soit vers le haut afin d'entrevoir un règlement définitif du conflit ou vers le bas ce qui poussera le conflit à s'éterniser comme c'est déjà le cas.

Ce que nous révèle cette étude s'avère un indicateur probant. Il confirme deux hypothèses : qu'il est impératif de se focaliser en premier sur les factions de combattants afin de faire bouger les lignes du centre vers la périphérie, même si cette option n'est pas gage de paix définitive.

Deuxièmement, il faut prendre en compte les exigences d'unification des trois factions laissées en marge. L'approche qui consiste à se couper de l'aile politique et parler directement avec l'aile combattante (approche utilisée avec la faction de Salif Sadio) s'avère être pragmatique, mais révèle des insuffisances, puisqu'elle n'engage aucunement l'écosystème qui gravite autour de ces derniers. Elle alimente la rumeur «du diviser pour mieux régner», source d'éternel recommencement.

En définitive, toutes ces démarches stratégiques envers les combattants visant l'obtention d'un accord seront décisives, néanmoins elles se révéleront insuffisantes pour modifier durablement la situation sur le terrain. De nombreuses études montrent que la seule obtention d'un accord de paix ne suffit pas à résoudre un conflit de manière définitive, cela doit s'inscrire dans un temps long¹³ Et les pléthores d'accords signés entre des représentants du Sénégal et ceux du MFDC confirment cette thèse.

Accords de Toubacouta le 20 mars 1991 entre Marcel Bassène du collectif des députés originaires de la Casamance et le MFDC. Ces accords servaient à préparer les accords de Cacheu.

Accords de Cacheu (Guinée Bissau) le 31 mai 1991 à Cacheu, tout d'abord, il faudrait signaler que les insuffisances de cet accord sont de plusieurs ordres :

Le 26 décembre 1999, un accord de cessez-le-feu à Banjul.

Le 24 mars 2001, le gouvernement et les rebelles se rencontrent pour «finaliser» l'accord de paix signé le 16 mars.

Le 30 décembre 2004, un nouveau cessez-le-feu est signé entre le Ministre de l'Intérieur Ousmane Ngom et Diamacoune Senghor

L'État et le MFDC doivent revoir leur posture de départ et ouvrir un dialogue basé sur les intérêts et motivations. Ceci les poussera au rapprochement et

12. <http://www.walf-groupe.com/rebellion-en-casamance-lunification-du-maquis-un-handicap-a-la-paix-definitive/>, consulté le 19/01/2020

13. (Rosoux, 2002, p. 251-255).

leur permettra d'envisager une sortie de crise par la négociation.

Pour des accords inclusifs et applicables, la médiation devra intégrer les populations, la société civile et les pays voisins.

L'État devra donc communiquer sur sa démarche, et doit publiquement encourager les assises inter-factions sans y participer. Ceci enverra un signal fort à l'endroit des laissés-pour-compte qui y verront la marque d'une volonté affichée d'aller vers des solutions pérennes.

L'avenir du conflit en Casamance

Les Futurs possibles

Cet exercice peut s'avérer théorique mais se révèle assez précis pour explorer la réalité. Comme dans toute recherche, cette exploration ne se déroule pas selon un plan d'actions donné et un scénario réglé à l'avance, mais il est plutôt le résultat incessant d'un va-et-vient constant entre application de concepts théoriques et discussions avec tous les représentants de tous les groupes d'acteurs en conflit sur une période de quatre ans.

La démarche s'appuie essentiellement sur une démarche prospective, qui passe par la collecte, le rassemblement puis le croisement, de tendances multiples portant aussi bien sur les évolutions passées que sur ses hypothèses pour le futur.

Nous avons été amenés à effectuer un travail préliminaire de recueil de données nécessaires auprès des acteurs directs du conflit dans le cadre de rencontres et d'échanges, puis nous les avons appliquées aux étapes-types de la prospective à savoir ; l'analyse des interférences et le jeu des influences, la délimitation d'un système, l'identification des variables clés, et enfin, nous avons balayé le champ des possibles pour dégager des représentations partagées du futur.

Notons bien que le but d'un exercice prospectif entend particulièrement annoncer la collision de l'iceberg, pour précisément l'éviter.

Scénario I : Une Stratégie d'usure ou la loi du plus fort

Les décennies passées furent marquées par des annonces faisant état de la poursuite du programme de réarmement et de renforcement de capacité des Force de défenses et de sécurité du Sénégal impliquant un renouvellement constant des ressources et matériels de guerre.

Ce constat remonte malheureusement depuis fort longtemps et entre dans le cadre d'une réforme du secteur de la sécurité au Sénégal, avec l'octroi d'armement de dernière génération d'une part ; et d'autre part,

pour les forces de défenses et de la sécurité (FDS), il s'agit d'un renforcement via une formation continue des ressources humaines.

La politique de l'État sous le régime du Parti Socialiste qui consistait à infiltrer le MFDC en employant des méthodes classiques, cooptations et coercitions, empêchant ainsi le « durcissement » et la hiérarchisation du mouvement a fait ses preuves puisque sur le terrain on peut facilement constater le résultat.

Nul ne sait réellement si le MFDC continue de bénéficier d'un arsenal de guerre capable de rivaliser avec les FDS sénégalaises et de constituer une sérieuse menace.

Ce qui reste sûr et officiel est que le MFDC demeure profondément divisé, avec des ressources humaines, matérielles et financières à bout de souffle et un projet peu attractif pour la nouvelle génération portée par un désir d'ouverture et moins sensible aux idéologies.

L'objectif tacite de l'État du Sénégal fut d'abord de ne pas reconnaître ce mouvement irrédentiste à sa juste valeur mais ensuite de lui imposer une disparition lente sans laisser de traces. Il faut dire que le mouvement n'a jamais réellement existé en tant que structure pyramidale organisée avec à sa tête un Chef civil, dirigeant une aile armée de combattants obéissant à un commandement unique, avec un projet politique clair bénéficiant d'une population acquise à sa cause.

Avec cette stratégie d'usure, Il suffirait seulement d'un isolement politico-économique et d'un étouffement efficace en délimitant son champ d'action dans l'espace avec une forte pression législative en matière de lutte contre la déforestation et autres trafics illicites, ainsi qu'un redoublement d'une forte pression sécuritaire, afin d'assister dans la durée à un essoufflement puis à un étouffement du MFDC.

Le président Nasser déclarait à cet effet en juin 1969 dans le cadre de la guerre d'usure israélo-arabe de juillet 1967 - août 1970 « Je ne peux envahir le Sinai mais je peux casser le moral d'Israël par l'usure. »¹⁴ que dans la stratégie de pourrissement, c'est la durée dans l'agression qui compte.

Cette stratégie vise à fatiguer l'adversaire dans la durée, à le démoraliser par toute une série d'actions, dont aucune n'est décisive.

Nous ne pouvions entendre au début du conflit de la bouche d'un combattant ou d'un membre du MFDC, une expression quelconque de fatigue ou de renoncement des troupes. Or, aujourd'hui, bon nombre d'éléments mettent en exergue ce caractère d'épuisement,

14. https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_d%27usure_dans_le_conflit_isra%C3%A9lo-arabe consulté le 20/02/2020

de lassitude et ce besoin d'en finir une bonne fois pour toute.

Cette situation de fait est partagée par tous : « les combattants sont fatigués » ainsi s'exprimait le cardinal Adrien Sarr, facilitateur mandaté de la Faction de César Atoute Badiate. Plus le temps passe, plus le maquis est fatigué. Ceci implique-t-il un rapport de force en faveur de l'armée sénégalaise ?

Ce basculement asymétrique des rapports va de pair avec la mise en œuvre d'une politique de développement discriminatoire à l'endroit de la Casamance. Politique de développement soutenue dans le cadre de l'acte 3 de la décentralisation (un processus de renforcement de la décentralisation et de l'autonomisation des régions) qui sur son volet économique, fusionne les plans de développement en pôles régionaux.

À ce sujet, la création du PPDC (Projet Pôle de Développement de la Casamance) en est l'exemple le plus concret comme pour prendre le taureau par les cornes et éteindre le feu par le bas.

Une politique de désenclavement de la région avec la réalisation de nombreux ouvrages et facilitations dans les domaines aérien, maritime et terrestre dédiée à rallier le Sud au Nord du pays apporte une réponse concrète à l'une des préoccupations majeures des populations. En cela, la réalisation du Pont de Farafégnie qui traverse la Gambie, la création d'une ligne aérienne fiable qui dessert la région et la finition de la route nationale 6 sont des exemples marquants

Au vu de tout cela, nous pouvons bel et bien affirmer que la stratégie du pourrissement¹⁵ appliquée depuis le début du conflit s'appuie sur trois leviers :

– Réarmement (Forces de défenses et de sécurités) accru et hardi dans l'optique de dissuader et mettre la pression.

– Développement et désenclavement de la région Sud pour séduire les populations locales.

– Dialogue et accueil des combattants désireux de déposer les armes dans des plans de DDR (Démobilisation – Désarmement et Réintégration).

Dissuasion, persuasion et recasement, voilà les trois maîtres-mots de la stratégie de l'État sénégalais. Tout porte à croire, comme le démontre ce premier scénario, que si aucun dialogue politique n'est engagé par les parties au conflit, ces trois éléments seront tout le temps de mise dans ce conflit qui s'éternise.

Cette hypothèse justifie la mise à l'écart des pays voisins et de la sous-région dans le processus de paix car la réussite d'une telle stratégie nécessite un isolement total et un contrôle permanent de son sujet.

En somme, ce premier scénario met en exergue le basculement du rapport de forces en faveur de l'État au détriment du mouvement des forces démocratique de la Casamance.

Dans le deuxième scénario, cette situation fera l'objet d'une tentative d'inversion, ainsi que d'une analyse des velléités qui pourront être engendrées comme conséquences.

Scénario II : Un éternel retour ou le chien qui se mord la queue ?

La situation de l'armement des belligérants et plus particulièrement du MFDC, a toujours constitué un élément déterminant dans les pics de violences observés dans les différentes phases qui ont traversé les conflits. Les relations entre le Sénégal, la Gambie et la Guinée Bissau sont très complexes, malgré la nécessité de collaboration, ces trois pays entretiennent une méfiance avérée.

Dans les années 80, le manque de collaboration des pays voisins du Sénégal a occasionné une circulation accrue des armes en provenance de ces pays vers la Casamance avec la complicité plus ou moins directe des autorités locales. La rébellion en Casamance est une ressource stratégique dans le jeu politico-militaire de la Guinée-Bissau et de la Gambie. D'aucuns disent que le MFDC a eu à jouer, de près ou de loin, un rôle important sur l'échiquier politique, allant jusqu'à garantir la sécurité d'un régime au pouvoir. La position passive affichée de la Guinée-Bissau ne traduit-elle pas la face cachée d'une position réellement active ? De tout temps, les combattants du MFDC ont été utilisés par les acteurs politico-militaires de la Guinée-Bissau dans le jeu du contrôle du pouvoir. On se rappelle encore l'apport déterminant des combattants pour la prise de pouvoir par la junte en 1999, bénéficiant d'armements sophistiqués en échange. Ces étapes sont toujours marquées par une montée de la violence faite d'attaques entre les éléments du MFDC et ceux de l'armée sénégalaise.

Idem du côté de la Gambie, vers la fin de l'année 2010, l'affaire dite « des armes iraniennes » saisies au Nigeria à destination de la Gambie est venue relancer le débat de la position de ce pays vis-à-vis du MFDC.

Grosso-modo, ce scénario met justement l'accent sur une possibilité de réarmement du MFDC avec un soutien à l'international par le biais des pays voisins.

Un repositionnement fort des combattants mettrait *ipso facto* en scène l'aile politique et plus particulièrement ceux de la diaspora par l'impulsion d'un leader qui saisirait cette opportunité pour asseoir une légitimité au sein du mouvement et de la population.

15. Marut ; 2010 : Le conflit en Casamance, ce que disent les armes : page 170.

Cette évidente mise en lumière, nous pousse à affirmer avec force qu'il suffirait d'une mise en échec de la politique de développement dans la durée, d'un manque de soutien et de la collaboration des autorités des pays voisins, d'un changement de commandement, d'une possibilité d'ouverture vers un réarmement et une radicalisation du maquis pour que l'on assiste à une résurgence des périodes les plus sombres du conflit. Il est vrai que les chances minimales de voir ce scénario se réaliser s'amenuisent encore, car bon nombre de voyants sont au vert avec une accalmie certaine. Il suffit juste de constater les visites de mission diplomatique, accompagnée des autorités administratives sans escorte militaire pour nous renseigner sur cette accalmie et la paix qui s'installe progressivement dans la zone.

Mais l'instabilité politique qui règne dans les pays voisins demeure un signal fort et peut être considérée comme un élément déclencheur. Sans un réel projet politique, sans une connexion avec des réseaux déstabilisateurs liés au trafic de drogue ou au terrorisme, le mouvement pourra être contenu puisque livré à lui-même, telle une proie blessée par un lion.

L'ouverture au dialogue passera par la stabilité politique des deux états voisins.

L'implication ou non des pays voisins est un indicateur fort dans la stratégie du gouvernement sénégalais. Cette condition obligera par moyen de pression à accélérer le processus de réconciliation entre les factions MFDC sous l'égide d'une médiation et les poussera à venir à la table de négociation.

Scénario III : Une accalmie loin d'être paisible ?

Au préalable notre exposé décrit un scénario avec une situation de paix du fort imposée au faible, une esquisse du deuxième schéma fait état de la possibilité de résurgence des périodes sombres du conflit.

Aux yeux des observateurs avisés, la stratégie du Sénégal repose sur le fait que le MFDC, au fil du temps, perd son caractère menaçant. Il ne représente ni une menace pour la population, pour des raisons démographiques, ni une menace pour l'intérêt de l'État. Pire, il ne bénéficie d'aucun soutien solide des institutions étrangères. C'est dire que la vision qui sous-tend cette stratégie ressemble à une démarche de pourrissement pour que le MFDC se disloque progressivement. Plus l'État du Sénégal développe la région moins la population adhère aux idéaux de base du mouvement.

Imaginons qu'avec cette situation l'État sénégalais trouve des alliés au sein des pays frontaliers, qui avec un changement brutal de régime s'engagent à aider le Sénégal dans la résolution définitive du conflit selon les modalités de l'État du Sénégal. Modalités qui

passent par une bonne collaboration transfrontalière, un durcissement des contrôles aux frontières, une bonne coopération sous-régionale SENE-GUINEE-GAMBIENNE en matière de circulation d'armes légères, de trafics de bois et de chanvre, principales sources de revenu du MFDC. Un commandement du maquis qui ne peut plus assurer la subsistance de ses troupes, se retrouve dans une situation difficile à gérer avec un sérieux problème d'approvisionnement en nourriture notamment.

Ce troisième scénario ressemble à quelques détails près au premier, excepté que dans celui-ci, il n'y a aucun accord de paix de prévu, mais uniquement la reddition des troupes combattantes du MFDC. Cette situation sera d'autant plus normale aux yeux des populations, qui affichent de moins en moins un soutien à la rébellion. À défaut d'une stratégie de pourrissement, qui aboutirait à un énième accord, voilà celle qui permettra au conflit de mourir d'une belle mort. Il n'y a pas meilleure option pour un État que de résoudre un conflit sans signer d'engagement ni d'avoir à en supporter les coûts. Imaginons que l'État sénégalais profite de cette situation pour booster l'économie de la région par d'énormes investissements en infrastructures, la réponse économique fera ainsi son effet.

L'armée sénégalaise maintient la pression en multipliant ses contrôles et mouvements de persuasions.

Par ricochet, l'aile politique intérieure du MFDC change d'approche et parle d'une approche politique et non armée du conflit.

Scénario IV : l'harmatan ou la tempête du sahel

Ceci dit un quatrième scénario ne pourra que découler des trois premiers. Tant que la stratégie du pourrissement partiel ou complet sera en vigueur, le problème demeurera entier et le risque de vulnérabilité et de déstabilisation restera constant. Cette partie expose les principaux risques ou faiblesses de la stratégie du pourrissement.

Nous ne nous sommes jamais posés la question de connaître l'impact de cette stratégie sur la population qui installe un risque de révolte latent pour les autorités sénégalaises. Le refus de la domination ou soumission est-il un mythe ou une réalité ? La revendication indépendantiste a-t-elle des soubassements fondés ? Cette région du Sénégal est-elle différente des autres, d'où une nécessité de lui octroyer un statut spécial ou bien opter pour donner davantage un contenu politique à l'acte III de la décentralisation ? Existe-t-il dans le subconscient des Sénégalais un clivage Nord/Sud ?

Les populations ont été les premières victimes de ce conflit de part et d'autre, si le MFDC existe toujours c'est en grande partie grâce à une base, un écosystème

favorable et des ressources d'abord humaines disponibles et qui partage peu ou prou ses idées. Autant de questions qui prouvent que le règlement classique du conflit pour aboutir à une paix définitive reste la meilleure solution. En plus de prendre en compte les revendications des parties en conflits, il passe par un dialogue social qui prenne en charge toutes les questions mentionnées, pour faire place à une paix des cœurs et des consciences de manière définitive. Bon nombre d'observateurs déclarent que le Sénégal ne peut clâmer une victoire militaire car n'a jamais pu battre les combattants sur le théâtre des opérations, en inversant les choses. Ainsi, on peut affirmer avec force que la faiblesse de l'armée du Sénégal réside dans la topographie de la région sud. Bien que cela puisse paraître hypothétique, tout mouvement de déstabilisation qu'il soit djihadiste ou narcotrafiquant peut utiliser cette faille, avec l'aide de la population bien sûr, pour poser des problèmes à l'armée sénégalaise comme l'a si bien fait le MFDC.

Les zones transfrontalières de la Ségambie et plus particulièrement la zone Sud sont des zones de «non-droit» Avec les conséquences de la guerre Libyenne et les incidents au Nord-Mali, il y a un réel risque de circulation des armes du mouvement djihadiste qui pourrait transiter par la Mauritanie ou par l'Est du Sénégal en direction de la Ségambie pour alimenter la rébellion casamançaise.

Alek Ould Cheikh, un djihadiste mauritanien, condamné à mort en 2011 et évadé de Nouakchott depuis le 31 décembre, a été arrêté en Guinée Conakry après avoir franchi la frontière en provenance de Guinée-Bissau, titrait la VOA à la une de son journal du 20/01/2016, pourquoi aller se réfugier en Guinée Bissau? ¹⁶

En 2015, Le procureur général de la Guinée Bissau, Antonio Sedja Man, faisait cette déclaration au cours d'un séminaire sur le terrorisme et le crime organisé tenu à Bissau « Il existe « des soupçons de recrutement de jeunes Bissau-guinéens pour rejoindre les groupes terroristes ». ¹⁷

Il existe donc bel et bien un risque de contagion dans la sous-région. Des enquêtes menées récemment par le Programme des Nations Unies pour le Développement montrent que le phénomène djihadiste est en grande partie lié à la pauvreté. Si L'État sénégalais ne traite pas la question en priorité comme l'annonçait déjà le candidat Macky Sall, les bandes frontalières

au Nord et au Sud de Ziguinchor peuvent bel et bien faire l'objet de convoitise de groupes malintentionnés et prêts à faire du tort à la sous-région pour un bon bout de temps.

CONCLUSION

En définitive cette note démontre que la situation actuelle ne laisse présager aucun dénouement sur la base d'un processus inclusif, malgré la volonté affichée des deux parties. Il existe pléthore de blocages internes au processus à différents niveaux et jusque-là irrésolus. L'État du Sénégal et le MFDC doivent négocier sur des intérêts et motivations et non sur des positions. Militer pour une réunification du MFDC, comme point de fixation préalable à toute négociation, sans en dégager les contours/pourtours demeurent contre-productif. L'État du Sénégal négocie pour le moment avec une seule faction (celle de Salif Sadio), mais devra aussi être en mesure, avec l'appui de ses partenaires, d'ouvrir un deuxième canal de dialogue afin d'intégrer les factions laissées pour compte. Un accord incluant toutes les parties (au conflit et en conflit) y compris les composantes de la population les plus exposées serait salutaire dans ce cas. Néanmoins, le problème demeure entier car ces parties au conflit et en conflit, de par leur inertie donne l'impression de s'accommoder de cette situation de ni guerre ni paix.

De ce fait, le conflit est condamné à une mort naturelle et progressive, basculant un peu plus de la crise à une situation conflictuelle vers une question purement sécuritaire de droit commun.

À l'issue de cette note recherche prospective, la lecture que nous pouvons proposer des dix prochaines années du conflit en Casamance se précise à la lumière du premier scénario précité. Cette suite s'envisagera donc sans annonce spectaculaire, à moins d'une situation de profonde rupture, qui plonge le Sénégal vers des menaces plus sérieuses, favorisées directement ou indirectement par ce terreau fertile du conflit casamançais.

L'espoir demeure de mise car dans tout conflit ou dispute, les parties sont généralement jugées selon leurs capacités à finir les choses. Il est d'usage même dans l'art classique de la guerre, d'envisager une nécessaire stratégie de sortie de crise d'après les manuels de stratégies.

Justement ce «vieux»conflit de quarante ans souffre énormément de cette inertie qui ne mène qu'à un éternel recommencement. Ceci dit « une bonne prévision n'est pas celle qui se réalise mais plutôt celle qui conduit à l'action. »¹⁸

16. <https://www.voafrique.com/a/un-djihadiste-mauritanien-evade-arrete-en-guinee-/3154436.html>

17. <https://news.sen360.sn/actualite/menace-djihadiste-les-peurs-du-procureur-general-de-guinee-bissau-456112.html> consulté le 23/02/2020

18. Michel Godet. L'avenir autrement -. De l'anticipation à l'action. Manuel de prospective et de stratégie (p. 139)